

RENCONTRE

Retour sur la rencontre : « Parole publique, projet républicain : de la confiance en politique »

Le 30 juin dernier, en partenariat avec le Service National Famille et Société (SNFS) de la Conférence des Evêques de France, Chrétiens en Forum réunissait à Paris une vingtaine de personnes. Prêtres, pasteurs, diacres, laïcs, tous avaient en commun d'être en mission auprès des élus locaux. Ensemble, nous réfléchissions à l'importance de la confiance en politique, abordée sous deux aspects : la confiance dans la parole publique d'une part, la confiance dans le projet républicain d'autre part.

Dans son introduction, **Mgr Aupetit**, Président du SNFS, a montré toute la complexité de la question de la confiance, désormais indissociable de la « transparence » : les politiques sont épiés, soupçonnés sous le regard impitoyable des médias. C'est malsain et injuste.

Par ailleurs, on voit des élus aux convictions précises voter à l'opposé, au nom de leur responsabilité. Mais que vaut donc la parole, si les convictions fluctuent au gré des circonstances ?

Enfin, si les citoyens doivent accorder leur confiance aux politiques, il faut aussi se demander comment les politiques peuvent avoir confiance dans les citoyens.

L'état du langage, par Oliver Abel

Dans son intervention, Oliver Abel pointe un manque de crédit mutuel. La valeur sociale de quelqu'un n'est plus liée au poids de sa parole. Pourtant, parler, c'est avoir confiance en sa parole, en celle de l'autre, et dans le langage. Sans langage fiable, la perte de confiance devient totale. Il appartient d'ailleurs aux traditions religieuses d'être gardiennes de la fiabilité du langage.

On a le sentiment que le langage politique est excessif, creux.

Les pouvoirs médiatique et économique sont en roue libre : ils n'ont aucun contre-pouvoir, ne reconnaissent aucune autorité. Or, pour éviter la brutalité et la violence, le décalage entre pouvoir (instance qui agit) et autorité (instance qui autorise) est indispensable. Nous avons besoin de repenser le rapport de l'autorité au pouvoir.

Sur les réseaux sociaux, le langage est souvent brutal et injurieux ; la renommée y est fondamentale. Mais on ne peut s'y protéger de la calomnie ni de l'humiliation. Ce peut être dévastateur.

Finalement, si l'éthique donne le cap, c'est bien la langue qui demeure le gouvernail de nos sociétés.

D'un point de vue biblique, autant de textes disent l'importance de la parole que sa vanité. Dieu même revient sur sa parole (à la demande d'Abraham ou de Moïse). Il faut ainsi pouvoir changer. La conception sacralisée de la promesse n'est pas bonne.

Nous vivons entre Babel et Pentecôte : une pluralité de langues nous sépare, mais nous pouvons nous comprendre, principalement par amour.

Enfin, Olivier Abel énonce quelques principes pour partager la parole :

- Développer une culture du dissensus, et pas toujours du consensus. Mais un dissensus soutenable, accepté, honoré... Il faut des désaccords fondateurs !
- Le politique doit être capable, au gré des circonstances, d'aller chercher une valeur enfouie, et de la mettre en tête. L'ordre de priorité des questions doit être questionné sans cesse.
- Les électeurs doivent être cohérents, et avoir une solidarité politique envers ceux pour qui ils votent.
- Il faut permettre aux politiques de diminuer. Aujourd'hui, on quitte la politique par une petite porte honteuse. Faute de moyens, beaucoup s'accrochent. Ainsi naissent les affaires, la corruption...
- Enfin, il faut éduquer les citoyens à la discussion, pour qu'ils se sentent co-responsables des débats les plus difficiles.

Le projet républicain, par Philippe Portier

Philippe Portier répondait à la question : « qu'est-ce que le projet républicain ? ». Dans une approche historique, il a montré que la République s'articule autour de trois grandes notions :

- La liberté, envisagée comme la non-domination : est libre celui qui n'est pas aliéné. Pour un libéral, en revanche, la liberté se définit par la non-interférence que quiconque dans mes décisions.
- La vertu, qui permet de dépasser son intérêt particulier pour inclure dans son horizon la société. Tout citoyen a des devoirs vis-à-vis d'elle.
- La distinction entre fins temporelles et fins spirituelles. Religion et politique doivent être séparées. En France surtout, l'idée républicaine contient une forte charge contre le catholicisme, dominant.

L'idée républicaine fait l'objet d'une très récente redécouverte, sur le plan théorique (il n'y a pas que le libéralisme et le socialisme), lexical (« Les Républicains », « la République en marche »...) et programmatique (valeurs de la République, enseignement civique...).

La mise en place du modèle républicain est passée par le dispositif éducatif, la laïcité (véritable obsession française), un programme social enfin (car nous sommes liés les uns aux autres). Ce modèle n'est donc ni libéral, ni socialiste car il reconnaît l'initiative et la propriété privées et vise l'égalité des chances, non celle des résultats.

Dans la structure républicaine, l'État est porteur de la vérité collective, il organise la société et dit le juste. C'est un état recteur. En fait, il reproduit mimétiquement ce qu'est l'Église. Mis en cause dans les années 60 et 70, où l'État renonce à son rôle moral et social, le projet républicain est aujourd'hui revalorisé. Pourquoi ?

Avec la chute du Mur de Berlin, l'hypothèse socialiste devient illusoire. Un temps renforcée, l'hypothèse libérale provoque pourtant une perte de la cohésion de la société. Face à cette double crise des espérances, le républicanisme apparaît comme une solution de rechange.

Mais s'agit-il de la même République qu'hier ?

Philippe Portier répond non. En effet, l'idée républicaine est revendiquée :

- par un courant qui veut extraire la religion de toute la sphère publique (LFI),
- par un courant de reconnaissance (LREM, B. Hamon),
- et par un courant identitaire (LR, FN) qui l'enracine dans un terreau chrétien.

Par ailleurs, on ne voit pas de remise en cause du libéralisme économique, et l'intérêt individuel passe avant le bien commun de la société. Nous vivons ainsi en régime hybride, où le républicanisme est mâtiné de libéralisme.

D'après les notes de François Soulage et Julien Motte

Retrouvez l'intégralité des trois interventions de Mgr Aupetit, Olivier Abel et Philippe Portier sur notre site

www.forum.cef.fr

François Soulage et les Administrateurs de Chrétiens en Forum vous souhaitent un joyeux Noël 2017 et une bonne année 2018

